

FFRENCH-DAVIS, Ricardo & Stephany GRIFFITH-JONES (dir.).
Coping with Capital Surges : The Return of Finance to Latin America. Boulder/Ottawa, Lynne Rienner Publishers/International Development Research Center, 1995, 238 p.

Marc Hufty

Volume 27, numéro 3, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703650ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703650ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hufty, M. (1996). Compte rendu de [FFRENCH-DAVIS, Ricardo & Stephany GRIFFITH-JONES (dir.). *Coping with Capital Surges : The Return of Finance to Latin America*. Boulder/Ottawa, Lynne Rienner Publishers/International Development Research Center, 1995, 238 p.] *Études internationales*, 27(3), 707-708. <https://doi.org/10.7202/703650ar>

cités psychologiques et de développements modernes bureaucratiques et technologiques explique la persistance et l'ampleur des tueries organisées. De plus, soulignent-ils, «la guerre en général et la guerre totale en particulier créent les conditions psychologiques, sociales, et politiques qui mènent à la tuerie génocide» (p. 243). Ils indiquent que notre monde fait face à trois défis qui risquent de provoquer des épisodes de violence génocide : la violence structurelle (conditions de vie, surpopulation, ressources limitées) qui peut aussi provoquer des conflits armés, les mouvements de population, surtout de réfugiés, et la prolifération des armes nucléaires. Les guerres récentes en Bosnie-Herzégovine et au Rwanda et au Burundi leur donnent raison quant aux deux premiers défis.

C'est un brillant ouvrage, l'objet d'une recherche poussée et judicieuse, qui devrait être lu non seulement par les hommes politiques et les militaires, mais aussi par le public. Il est important d'encourager le développement et le renforcement des sanctions juridiques internationales contre le génocide et ce n'est que par une pression publique, issue de la reconnaissance de son importance, qu'un tel développement pourra avoir lieu. Cet ouvrage marque une contribution majeure dans cette direction ; c'est le moindre de ses mérites.

Stanislav KIRSCHBAUM

*Programme d'études internationales
York University, Collège Glendon, Toronto*

AMÉRIQUE LATINE

Coping with Capital Surges : The Return of Finance to Latin America.

*FFRENCH-DAVIS, Ricardo &
Stephany GRIFFITH-JONES (dir.).
Boulder/Ottawa, Lynne Rienner
Publishers/International Development
Research Center, 1995, 238 p.*

Cet ouvrage constitué de sept articles, le quatrième d'une série d'études financées par le CRDI à Ottawa, résulte de plusieurs rencontres entre des auteurs impliqués aussi bien dans la mise en œuvre des politiques publiques que dans la réflexion théorique. Le résultat est de haut niveau, à la fois bien informé et raisonnablement critique.

Coping with Capital Surges se divise en trois parties. La première regroupe trois articles centrés autour des caractéristiques des flux financiers nord-américains, européens et japonais à destination de l'Amérique latine. Après la crise de la dette des années 1980 et le retrait massif des banques du marché «souverain», il était communément admis que les pays en développement ne trouveraient plus à se financer qu'auprès des organisations financières internationales ; comment expliquer la résurgence des flux de capitaux privés au début des années 1990 ? L'explication se divise en deux parties : les importants programmes de libéralisation mis en œuvre par les pays hôtes et les conditions conjoncturelles des marchés qui poussent les investisseurs à la recherche de rendements avantageux et de stratégies commerciales globales.

Il est parfois difficile d'identifier l'origine nationale de flux financiers transitant par des circuits complexes, Euromarché et places financières off shore. Pour l'essentiel, les flux financiers nord-américains sont liés aux investissements directs, aux achats d'obligations et aux investissements de fonds communs de placement. Les flux européens se distinguent par l'importance des investissements directs dans l'activité industrielle et des obligations placées par les gouvernements sur les marchés européens. Les flux japonais sont, quant à eux, restés proportionnellement modestes pour des raisons institutionnelles, conjoncturelles et structurelles.

Les trois articles de la deuxième partie examinent les conséquences de cet afflux de capitaux sur les économies de trois pays : le Chili, l'Argentine et le Mexique. Au Chili, le retour des capitaux internationaux s'est ajouté à une hausse importante des revenus du cuivre, obligeant les autorités à prendre des mesures pour contenir l'afflux de capitaux spéculatifs et orienter les investissements vers les secteurs productifs. En Argentine, cet afflux d'investissements directs et de capitaux spéculatifs a apporté au gouvernement l'oxygène nécessaire à son vaste programme de réformes. Au Mexique, le retour des capitaux est associé au rééchelonnement de la dette publique dans le cadre du Plan Brady, au programme d'ajustement économique et à l'entrée au pays dans le NAFTA. Les stratégies de libéralisation poursuivies par ces deux derniers pays ont cependant fortement accru leur sensibilité aux mouvements aléatoires des marchés internationaux – ce qui est devenu manifeste au début de 1995.

La conclusion, rédigée par les deux éditeurs en compagnie de Robert Devlin, rend explicite l'ambition stratégique de cet ouvrage collectif : décrire et analyser les flux de capitaux, mettre à jour certains problèmes et proposer quelques pistes pour des solutions. Il s'agit somme toute, au sein d'un vaste consensus autour de politiques économiques libérales, d'aménager les tensions résultant d'inévitables divergences entre les intérêts des investisseurs et ceux des pays d'accueil. Recherchant des positions commerciales stratégiques à moyen terme ou des profits à court terme, les investisseurs préfèrent évidemment des marchés peu contraignants, mais assurant néanmoins une sécurité et des rendements optimaux. Responsables du bien-être collectif de leurs nations respectives, les gouvernements doivent faire un certain nombre d'arbitrages entre leurs besoins de capitaux à court terme et la nécessité d'en réguler les flux pour s'assurer d'un développement équilibré à long terme. Les auteurs invitent à une certaine prudence. Le comportement des marchés financiers n'est pas toujours rationnel, ce qui amoindrit leur efficacité comme agents d'allocation des capitaux et induit à conclure que les gouvernements, tant des pays d'origine que des pays d'accueil, ont un rôle important à jouer dans la gestion et la régulation des flux de capitaux.

Marc HUFTY

IUED,
Genève, Suisse